



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MDPA (anciennement STOCAMINE)

Avenue JOSEPH ELSE
68310 Wittelsheim

Code AIOT : 0006702296

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement MDPa (anciennement STOCAMINE) implanté Avenue JOSEPH ELSE 68310 Wittelsheim. L'inspection a été annoncée le 14/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MDPa (anciennement STOCAMINE)
- Avenue JOSEPH ELSE 68310 Wittelsheim
- Code AIOT : 0006702296
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Stocamine est un stockage de déchets dangereux réalisé dans une couche de sel, au sein d'une ancienne mine de potasse, en cours de fermeture.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste relative aux produits chimiques
- Suivi de l'ennoyage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'avancement des travaux de confinement est conforme au calendrier présenté en CSS.

Le bloc 15 est remblayé.

Les dernières parties des barrages 1 et 2 sont en cours de réalisation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Maîtrise de risques	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 9.5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Mise en œuvre des préconisations des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 9.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
6	Gestion des déchets issus des travaux de confinement	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 71.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance de l'ennoyage-rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 11.2	Sans objet
5	Gestion des rétentions	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 9.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La surveillance de l'ennoyage permet actuellement de relever la cohérence de l'observation avec les scénarios étudiés dans le cadre du dossier de demande d'autorisation. La situation est dans la fourchette basse des prévisions.

La gestion des déchets dans les travaux souterrains s'est améliorée par rapport à la précédente inspection sur cette thématique. Il reste, néanmoins, un point à corriger.

Enfin concernant la mise en œuvre de produits chimiques au fond, pour deux produits contrôlés, la gestion est à améliorer. L'exploitant est invité à vérifier l'ensemble des produits notamment ceux présents dans les garages du fond et à améliorer les interactions entre la chaîne des achats et la chaîne de la prévention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'ennoyage- rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 11.2
Thème(s) : Autre, ennoyage
Prescription contrôlée :
Suivi de l'ennoyage, des niveaux de surface et des vides miniers

<p>Les MDPA assurent le maintien de deux forages profonds de surveillance de l'ennoyage dont un situé dans le réservoir Amélie. Un troisième sondage profond viendra compléter ce dispositif de surveillance comme précisé au Titre 6.</p> <p>Afin de comparer que les durées annoncées pour l'ennoyage dans les différentes études avec les observations réalisées, les MDPA effectuent et transmettent à l'inspection, une mise à jour annuelle commentée du rapport d'analyse des données de suivi des niveaux en surface corrélée aux volumes de vides miniers résiduels et les niveaux d'ennoyage notamment issus des forages de surveillance VABP2 et VLBP2.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les MDPA ont transmis à l'inspection le rapport commenté d'analyses du suivi des niveaux en surface et des niveaux d'ennoyage pour l'année 2023.</p> <p>Il a pu être consulté lors de la visite les données du suivi d'ennoyage pour l'année 2024 jusqu'à octobre.</p> <p>Le rapport de 2023 s'est enrichi par rapport aux rapports précédents de la comparaison avec les courbes théoriques et une présentation plus didactique de la dynamique prévisionnelle en lien avec les différents compartiments miniers en jeu.</p> <p>Les données d'octobre 2024 laissent apparaître que VABP2 est toujours en cours d'équilibrage et que VLPB2 reste sur les mêmes dynamiques que les relevés précédents avec une élévation très progressive.</p> <p>Le suivi actuel ne montre pas de dérive actuelle sur la dynamique d'ennoyage des vieux travaux. Elle montre par ailleurs que la vitesse observée est dans la gamme inférieure attendue.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Maitrise de risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 9.5.1</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, étiquetage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Étiquetage des substances et préparations dangereuses</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits sont indiqués de façon très lisible.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune incompatibilité de stockage n'a été détectée lors de l'inspection.</p> <p>Le fut de 210 l contenant le liquide de refroidissement de marque Wurth présente bien les symboles de danger, mais l'identification exacte du produit et de son numéro n'est pas indiquée.</p> <p>Le lieu de stockage des peintures en bombes aérosols n'est pas identifié comme lieu de stockage de produits dangereux.</p> <p>D'une façon générale, l'affichage permettant d'indiquer la présence d'un danger, au personnel, relatif au stockage de produits classés dangereux est absent.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Les MDPA détermineront l'ensemble des lieux de stockage notamment au niveau des garages, mettront en place une identification des dangers sur les zones de stockage et justifieront de la mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Mise en œuvre des préconisations des FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les MDPA n'ont pas été en mesure de présenter les FDS de 2 des produits sélectionnés et présentant le pictogramme de danger utilisé notamment pour les CMR. L'inspection n'a donc pas été en mesure de vérifier la maîtrise de risques valables. Le garage au fond dispose des FDS pour un certain nombre de produits sans assurance de mise à jour, ni de complétude sur les produits mis en œuvre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les MDPA transmettront sous un mois les FDS des produits Rust OLEOS TopCOAST et du liquide Wurth. Ils préciseront les mesures mises en œuvre en lien notamment avec les conditions d'utilisation de ces produits. Ils vérifieront que l'ensemble des produits utilisés sont recensés au niveau du service prévention, que les FDS sont disponibles et à jour. Ils mettront en œuvre des dispositions pour s'assurer que tout changement de référence au niveau du service d'achat est connu de ce service.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 9.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles - rétentions
Prescription contrôlée : Rétention Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des

deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. Les déchets et résidus produits en surface considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires en surface, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.
Constats : Le liquide de refroidissement présent au garage MDPA n'était pas stocké sur rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les MDPA mettront le fût sur rétention et vérifieront sur l'ensemble des garages et lieux d'entretien le bon respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Gestion des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 9.5.3
Thème(s) : Produits chimiques, incompatibilité
Prescription contrôlée : Règles de gestion des stockages en rétention L'étanchéité d'un réservoir associé à une rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
Constats : Il n'a pas été constaté d'incompatibilité en lien avec une même rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des déchets issus des travaux de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 71.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes de transit des déchets Les déchets et résidus produits notamment durant les travaux de confinement entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

[...
Constats : Les déchets en lien avec la réalisation des couches bitumineuses des barrages ne respectent pas cette prescription.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les MDPA définiront, avec le prestataire de la réalisation des barrages, les règles de gestion et de stockage au fond des déchets en lien avec cette activité. En particulier le stockage devra respecter les prescriptions de l'article 9.5.2 de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours